

FLN : SALAH GOUDJIL ACCUSE :**«Belkhadem est obsédé par sa candidature aux présidentielles»**

La boucle est bouclée. La guerre ouverte au sein du Front de libération nationale depuis octobre 2010 entre Belkhadem et les «redresseurs» n'est finalement que la première manche précédant, comme de coutume, les grandes manœuvres pour la prochaine présidentielle. Cette fois, l'ex-parti unique s'y met très tôt et à visage découvert !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - A l'occasion de la tenue de la session extraordinaire du comité central, le 30 juillet dernier à Alger, Abdelaziz Belkhadem accusait ainsi clairement les dirigeants du mouvement de redressement de n'être que «des sous-traitants» agissant pour le compte d'autrui en vue de la prochaine présidentielle.

Réponse du berger à la bergère, le chef du mouvement des redresseurs, Salah Goudjil, renvoie «la politesse» à son vis-à-vis. «Au 9^e congrès, il (Belkhadem, ndlr) a sciemment éloigné du parti des moudjahidine et des enfants de chouhada qui avaient d'éminentes responsabilités, à l'intégrité et à la compétence incontestables. Cela, dans l'objectif de venir à bout de garants de l'identité du parti et de ses orientations nationalistes et auxquels il substitue des gens dont il aura besoin pour la mise en application de sa stratégie d'avenir qui est désormais de notoriété publique consistant, pour lui, à n'utiliser le parti que pour se présenter, en son



Salah Goudjil.

nom, aux prochaines élections présidentielles. Quant à l'organisation, le financement et la gestion de la campagne électorale ainsi que la mobilisation des militants, il compte sur autrui pour le faire. Il manœuvre dans ce sens et, le cas échéant, il n'aura plus besoin ni du parti, ni de ses militants.» Dans une très longue déclaration rendue publique hier mercredi, Goudjil répondait ainsi, du tac au tac, aux discours au vitriol du SG du FLN auquel il n'épargne rien. «Belkhadem nous accuse de n'avoir ni programme, ni projet de société. C'est sans fondement et il le sait très bien. Quoi qu'il en soit, nos références à nous sont totalement différentes des siennes. Lui, il les puisent du

parti qui était au pouvoir en Égypte et il a pris comme slogan celui du parti au pouvoir au Soudan.»

Le leader des redresseurs réfute, net, les accusations de Belkhadem quant à la volonté des redresseurs «de se présenter aux prochaines législatives sur les listes d'autres partis politiques». Aussi, «Et même si nous réaffirmons notre attachement à notre parti, ses principes et ses idéaux, et ce, pour l'éternité, nous n'oserons jamais, nous, prétendre comme lui que «rien ne se fait dans le pays sans l'accord du FLN». Pour l'ancien ministre des Transports sous Chadli, membre de l'ALN dans la wilaya historique de Mustapha Ben Boulaid, Belkhadem aura tout simplement

bafoyé toutes les règles d'éthique que s'était toujours imposées le FLN «lorsqu'il affirme, ce qu'aucun autre responsable n'a fait avant lui, que le peuple n'est pas apte à la pratique démocratique». Mais Goudjil ne s'arrête pas là. C'est à peine s'il ne traite pas Belkhadem de menteur lorsqu'il revient sur le contenu de leurs deux rencontres en tête-à-tête.

«En réalité, le seul point de divergence entre les deux parties (Goudjil et Belkhadem) était l'insistance du secrétaire général pour inviter les membres du mouvement à participer aux travaux du comité central et le refus opposé par nos soins d'y prendre part tant que la composante de ce même CC n'était pas assainie. C'est à ce

moment-là que Belkhadem me dira : mais pourquoi tu refuses d'y participer alors que toi et moi nous disposons de la majorité au sein du CC ? Reconnaisant par là même que la direction du parti est divisée entre les légitimes et les illégitimes.» Goudjil enfonce le clou : «Lors de nos deux rencontres, Belkhadem a partagé toutes nos analyses sur la situation du parti, ou alors feignant de l'être. C'est lui qui (me) propose de constituer un groupe de travail pour statuer sur la légitimité des membres du CC. Ce que (j'ai) refusé, considérant qu'une telle opération devait être menée conjointement avec lui.»

Pour rappel, Belkhadem soutenait exactement le contraire le 31 juillet dernier. Le chef des redresseurs soutient que «à vrai dire, et connaissant le peu d'importance que l'homme accorde aux engagements qu'il prend en cercle restreint et qu'il s'empresse à chaque fois de renier en public, nous avons sciemment rendu publique la lettre que nous lui avons adressée à la veille de la tenue du dernier CC pour permettre aux militants ainsi qu'à l'opinion publique de le découvrir sous son vrai visage et de constater son double langage».

Le point de non-retour est plus que jamais atteint entre les deux parties. Mais la crise sera-t-elle circonscrite à ce seul niveau ? Le président du parti, Abdelaziz Bouteflika, finira-t-il par réagir, lui qui est certainement le plus concerné par ce coup de starter «officieux» à la précampagne présidentielle ?

K. A.

DROIT D'ASILE**Amnesty International accuse l'Algérie**

Le Réseau jeune de la section algérienne d'Amnesty International interpelle les pouvoirs publics afin que le traitement des réfugiés et des demandeurs d'asile soit conforme aux législations internationales. «Le demandeur d'asile n'est pas traité en Algérie selon les conventions internationales», estime M^e Lakhdari Mouenis, vice-président du Réseau jeune de la section algérienne d'Amnesty International. L'avocat, qui a animé hier une conférence de presse sur le thème «des réfugiés», estime que l'Algérie ne respecte pas les conventions internationales en matière de droit d'asile, même si elle les a toutes ratifiées. En témoigne, poursuit-il, le nombre de demandeurs d'asile refoulés aux frontières avant même que le traitement de leur situation ne soit finalisé. Ceci, dit-il, est dû au manque d'information et à l'absence de sensibilisation, notamment des magistrats et des forces de police.

L'organisation estime que ces personnes, doit bénéficier du droit de voir l'aboutissement de leurs dossiers. «Le Haut-Commissariat aux réfugiés, bureau d'Alger, délivre aux demandeurs d'asile un document prouvant que leurs situations est en cours de traitement. Durant cette période, qui peut durer jusqu'à deux ans parfois, le demandeur d'asile doit avoir le droit de rester en Algérie», dira M^e Lakhdari. Quant au problème des réfugiés, le conférencier a expliqué que même s'ils bénéficient de ce statut, ils n'ont pas accès au travail. Pour ce faire, l'Algérie doit accepter d'être le pays d'accueil du réfugié. L'avocat a indiqué que jusqu'à janvier dernier, l'Algérie comptait 94 480 personnes entre demandeurs d'asile et réfugiés dont 90 000 viennent du Sahara occidental, 4 000 de la Palestine et le reste de différents pays.

S. A.

17 MARINS ALGÉRIENS OTAGES EN SOMALIE**Les familles font appel à la solidarité des citoyens**

A leur troisième rassemblement depuis le début du mois sacré, les familles des 17 marins algériens otages au large de la Somalie font appel à la solidarité des citoyens.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Désespérées des promesses sans suite de l'affrètement jordanien, du silence abyssal du gouvernement, les familles des 17 marins algériens otages au large de la Somalie depuis maintenant huit mois s'en remettent aux citoyens.

A leur troisième rassemblement depuis le début du mois sacré, organisé hier matin, à la place des Martyrs, les contestataires ont fait appel au soutien des passagers et des individus qui s'arrêtaient pour s'enquérir de la situation. Ces dernières sont, ainsi, décidées à investir régulièrement la rue et bouter les autorités publiques. «Cela



Troisième rassemblement des familles depuis le début du Ramadan.

fait huit mois que nous frappons à toutes les portes des institutions étatiques censées être directement concernées par l'affaire, mais sans succès. Nous n'avons eu droit qu'à des promesses de la part des uns et de faux espoirs de la

part des autres. Maintenant tout ce qu'il nous reste, c'est la rue où nous espérons trouver soutien et réconfort auprès de nos frères citoyens», dira un des proches des otages. Les citoyens qui passaient hier par la place des Martyrs ne

se sont, en effet, point montrés indifférents. Au contraire, nombreux ont fait halte pour leur accorder un moment de «présence de solidarité» et certains d'entre eux ont même porté des banderoles.

M. M.